

Décision n° 2010-0045
de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
en date du 14 janvier 2010
attribuant des ressources en numérotation à
la société Altitude Télécom
(numéros géographiques)

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L.36-7 et L.44 ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la société Altitude Télécom (récépissé de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes n° 08-0477 en date du 29 février 2008) ;

Vu la décision n° 05-1084 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 05-1085 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 modifiée fixant l'utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation ;

Vu les demandes de la société Altitude Télécom, en date des 1^{er} et 17 décembre 2009, reçues les 4 et 21 décembre 2009, sollicitant l'attribution de 10 000 numéros géographiques ;

Vu le courrier de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 10 décembre 2010 ;

Après en avoir délibéré le 14 janvier 2010 ;

.../...

Décide :

Article 1er – Les numéros de la forme 05 64 76 MC DU sont attribués, jusqu'au 14 janvier 2030, à la société Altitude Télécom (Siren : 428 787 246) pour la fourniture du service téléphonique au public dans la zone de numérotation élémentaire de Labouheyre (40).

Article 2 - La société Altitude Télécom acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1^{er}, la taxe prévue à l'article L.44 du code des postes et des communications électroniques susvisé.

Article 3 - Conformément aux dispositions de l'article L.44 du code des postes et des communications électroniques, les numéros attribués à l'article 1^{er} ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle. Ils ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

Article 4 - Au 31 janvier de chaque année, la société Altitude Télécom adresse à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués.

Article 5 - Le directeur des services fixe et mobile et des relations avec les consommateurs de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société Altitude Télécom.

Fait à Paris, le 14 janvier 2010

Le Président

Jean-Ludovic SILICANI